



BASTIA, le lundi 20 septembre 2010

## CTPD du 20 septembre. Déclaration liminaire.

### **Sans réponse aux questions d'emplois de salaires et de retraite, le pays mais aussi la DGFIP s'enfoncent dans une crise sociale majeure.**

Ce CTPD se tient alors que dans le pays des millions de salariés manifestent contre la réforme des retraites imposée par le président de la république. Alors qu'une large majorité de la population soutient la démarche syndicale, refuse les reports d'âge à 62 et 67, le gouvernement reste inflexible. Sa démarche n'a pas pour but de répondre à un défi démographique, mais bien de faire payer par les salariés les effets de la crise économique et les déficits budgétaires que N Sarkozy a creusé avec ses mesures fiscales. Des cadeaux pour les plus riches et les grandes entreprises et la double peine pour les salariés. En choisissant le rapport de force N Sarkozy pousse les syndicats à amplifier la mobilisation au risque d'engager le pays vers une situation de blocage.

La DGFIP avec une nouvelle fois près de 50% de grévistes (62% en Haute Corse) est l'administration où la situation conflictuelle est la plus importante. Pourtant le Directeur Général M Parini ne semble guère à l'écoute de ce qu'expriment les personnels de la DGFIP. La teneur des messages angéliques publiés par la Direction Générale non seulement est à l'opposé de ce que vivent chaque jour les personnels, mais contribue à accentuer un malaise malsain et profond.

La publication des nouveaux statuts à la DGFIP aurait pu être l'occasion de répondre aux revendications des personnels ; malheureusement il n'en est rien. La hausse des cotisations retraite des fonctionnaires combinée à un gel des salaires et à des déroulements de carrière dégradés ne sont pas faits pour nous rassurer.

- Possible suppression de la note chiffrée au profit d'une seule évaluation qui sera déterminante pour le montant du régime indemnitaire et les tableaux d'avancement.
- Tassement des grilles de la catégorie C au niveau du SMIC.
- Pour le cadre B quelques gains indiciaires vite perdus au regard de l'allongement de carrière. 2 concours pour accéder au grade de contrôleur principal.
- Aucune revalorisation pour de la grille de catégorie A.

Le mécontentement des agents de la DGFIP ne peut aller que grandissant, d'autant plus que les suppressions d'emplois massives continueront de frapper prioritairement notre administration.

Alors que tous les clignotants sont au rouge la direction générale ne semble pas prendre la mesure de la situation. La CGT se demande si les directions locales sont vraiment transparentes et relaient la réalité de la situation. Pourtant cette politique qui vise à minimiser voir à masquer la réalité et les difficultés vécues par les personnels est un calcul risqué et même dangereux à moyen terme.

Si en plus s'y ajoute une politique locale agressive envers les agents cela devient même explosif.

Chaque jour nous recevons des témoignages qui expriment une forme de souffrance au travail. Des agents que l'on change de service sans la moindre explication ou qui sans changer de service sont appelés à changer de poste en permanence pour palier les absences ; un flicage provocateur dans certains services... tout cela constitue des facteurs de stress avec parfois des conséquences importantes sur la santé. De plus ces changements forcés se font de pair avec une dégradation des conditions de travail et une détérioration de la qualité des missions ce qui

a pour conséquence de décourager et de démobiler les agents. Depuis le 1<sup>er</sup> septembre le centre de Récipello accueille une moyenne de 300 personnes par jour, alors que les avis de taxe d'habitation ne sont pas encore expédiés. (Un agent d'accueil n'a toujours pas été remplacé depuis plusieurs mois). Le contentieux lié à la taxe foncière est en très forte augmentation occasionnant parfois des relations difficiles et bien compréhensibles avec les contribuables.

Au SIP de Calvi, alors que la question des effectifs est tendue la CGT demande que l'agent de renfort soit maintenu), que les travaux immobiliers sont catastrophiques nous apprenons que les agents perdent leur coin repas. Après avoir amputé le coin repas à Récipello, voilà que sans prévenir ni les agents ni les services sociaux, qui ont tout de même financés l'achat de matériel ce qui est bien la preuve qu'il s'agit d'un coin repas, la Direction remet en cause le coin repas de Calvi. La CGT demande que le coin repas de Calvi soit maintenu. Une pétition signée par l'ensemble des personnels vous sera remise.

Si l'on y ajoute des règles de gestion en recul notamment sur les autorisations d'absence, des doctrines d'emplois non définies, la situation devient explosive.

La CGT cherchera toujours à négocier pour faire entendre raison aussi bien à la hiérarchie locale qu'à la direction nationale.

Mais si les situations de blocages et d'obstructions persistent nous prendrons toutes nos responsabilités sans exclure aucune forme d'action. La CGT n'acceptera pas que la gestion des personnels à la DGFIP ressemble à celle de France Télécom.

Vous l'aurez compris, la CGT votera contre la création de la Direction unique dont l'objectif principal est la suppression d'emplois. Nous en aurons malheureusement la preuve dès l'année prochaine.